



MÉMOIRE

présenté dans le cadre des

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2023



Carrefour
de **solidarité** internationale

1. Augmenter l'enveloppe de l'aide publique au développement

Les efforts du gouvernement du Canada en matière d'aide publique au développement (APD) ne sont pas à la hauteur pour atteindre l'objectif fixé par l'OCDE d'allouer 0,7% de son revenu national brut (RNB) à l'aide internationale. Les derniers chiffres indiquent que le Canada se hisse à 0,32% ce qui est bien loin du plus haut taux canadien enregistré de 0,47% et plus loin encore des recommandations formulées par le Comité permanent des finances. Rappelons que l'APD est une « aide fournie par les États dans le but exprès de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement »¹. Le montant actuellement investi par le Canada est bien insuffisant pour faire face à l'ampleur des crises et des défis à relever afin d'éradiquer la pauvreté.

Les principaux volets du budget canadien 2022-2023 (renforcer la défense nationale, lutter contre le terrorisme, soutenir l'Ukraine, leadership du Canada dans le monde...) démontrent une volonté de soulager les symptômes des crises structurelles que nous vivons plutôt qu'à les enrayer en s'attaquant réellement à la lutte contre la pauvreté. Il est nécessaire que l'aide internationale augmente mais il est essentiel que les nouveaux montants ne soient pas dédiés uniquement à soulager les symptômes des crises : se préoccuper des problèmes structurels qui génèrent ces situations doit être une priorité. Cette approche nous paraît d'autant plus importante que le nombre et la fréquence des crises vont en s'accroissant.

Enfin, il est important de noter qu'il est toujours difficile d'avoir accès aux informations concernant l'évolution des sommes investies dans l'aide publique au développement ainsi qu'à la concrétisation des engagements pris.

Le Carrefour de solidarité internationale presse donc le gouvernement de suivre la recommandation du Comité permanent des finances et d'augmenter son aide publique au développement afin d'y consacrer 0,7% du revenu national brut d'ici 2030. De plus, nous demandons au gouvernement d'intégrer des augmentations permanentes et régulières de l'aide internationale dans les prochains exercices budgétaires. Le budget supplémentaire

1 OCDE, 2023, [L'aide publique au développement \(APD\)](#)

alloué à l'aide internationale ne doit plus seulement servir à l'aide d'urgence à court terme mais permettre la réduction de la pauvreté à long terme, à travers un engagement durable du gouvernement. Enfin, **nous souhaitons que soient rendus disponibles des rapports sur les soldes des allocations budgétaires, les nouveaux ajouts budgétaires, ainsi que les indications sur l'évolution future de l'aide internationale afin d'augmenter la transparence des informations reçues.**

2. Action climatique internationale du Canada

Les changements climatiques ont des répercussions majeures, principalement chez les populations les plus appauvries. Face à ces enjeux mondiaux, le Canada fait figure de mauvais élève : l'indice de performance en matière de changement climatique² le classe au 58e rang mondial sur 63.

Le Canada porte une responsabilité accrue envers les populations vulnérabilisées par les changements climatiques. N'arrivant pas à respecter ses engagements mondiaux en matière de climat, le pays se doit de faire sa juste part : cela nécessite une enveloppe d'aide internationale nettement plus élevée. Le gouvernement a fait montre d'un bel engagement à financer davantage avec un budget de 5,3 milliards de dollars pour 2021-2026, ce qui double l'engagement précédent de 2,65 milliards de dollars.

Au moins **la moitié de cette enveloppe devrait être dédiée à des mesures d'adaptation pour les plus vulnérables.** Les investissements devraient aussi comprendre un programme destiné aux initiatives de plus petite échelle qui permettent de mettre à l'essai des approches innovantes nécessaires pour relever les défis posés par la lutte aux changements climatiques. De plus, le Carrefour de solidarité internationale demande au gouvernement du Canada d'assumer notre part de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre et **s'engager à contribuer au fonds Pertes et préjudices créé lors de la COP 27.**

Dans le cadre du doublement de l'engagement du Canada envers le climat de 2,65 à 5,3 milliards de dollars, 315 millions de dollars ont été alloués pour les Partenariats pour le climat. Néanmoins, un seul appel à projet a été lancé pour des initiatives de grande envergure, des projets de 15 à 40 millions de dollars qui doivent être terminés au 31 mars 2026. Le Carrefour de solidarité internationale alerte sur les difficultés que soulèvent de tels appels et le peu de possibilités qu'ils laissent aux approches innovantes pour relever les défis des changements climatiques. De fait, nous insistons sur l'importance de **cesser cette tendance à des appels d'envergure toujours plus grande** afin de laisser la place aux approches innovantes.

3. Renouveler l'initiative pilote Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation en incluant du financement pour la mobilisation du public

Le Carrefour de solidarité internationale avait fait un plaidoyer important pour la mise sur pied du programme Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation. Le gouvernement du Canada avait accepté de créer une initiative pilote dotée d'un financement 100 millions de dollars pour la période 2017-2022. C'est finalement 123 millions de dollars qui ont été consacrés à ce programme Rappelons que cette initiative « visait non seulement à créer un impact sur le

² Cet indicateur vise à évaluer les émissions de gaz à effet de serre, la production d'énergie renouvelable, la consommation d'énergie globale et les politiques climatiques des pays.

développement, mais également [...] à offrir un financement un peu plus prévisible aux petites et moyennes organisations œuvrant dans le domaine du développement. »³. Afin que le Canada puisse jouer un rôle de leader dans les enjeux internationaux actuels et à venir, il est essentiel que les Canadiennes et Canadiens développent, dès le plus jeune âge, une ouverture à l'autre et au monde. Cette sensibilité est encouragée par des actions d'éducation à la citoyenneté mondiale.

En ce sens, il est nécessaire que le gouvernement du Canada **renouvelle cette initiative et intègre un volet en éducation à la citoyenneté mondiale dans les financements destinés aux petites et moyennes organisations afin d'inclure le financement d'initiatives en mobilisation et en éducation du public canadien**, comme cela a été le cas dans le troisième appel de l'initiative Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation.

3 Affaires mondiales Canada, 2019, [Webinaire « Concevoir un meilleur système pour les PMO : Leçons apprises de l'appel de propositions préliminaires pour les petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation »](#)



Carrefour
de **solidarité**
internationale

165 rue Moore, Sherbrooke, QC. J1H 1B8
819 566-8595
www.csisher.com | info@csisher.com